



BRÈVES ÉCONOMIQUES

DE SUISSE ET DU LIECHTENSTEIN

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE

DE BERNE

N° 34 – 22 octobre 2021

Faits marquants

- Le FMI révise à la hausse ses perspectives de croissance et d'inflation pour la Suisse en 2021.
- La Finma confirme la responsabilité de Credit Suisse dans l'affaire des « tuna bonds » au Mozambique.

LES CHIFFRES À RETENIR

	Au 21/10	Var. vs 14/10
EUR/CHF	1,0707	+0,15%
USD/CHF	0,9197	-0,07%
SMI	12 038.14	+1,22%
Taux 10a	-0,06	+5pb

Covid-19

Situation sanitaire Suisse et Liechtenstein, 22 octobre à 13h:

	Cas confirmés source OFSP*	Décès source OFSP
Vendredi 22 octobre	862 411	10 812
jeudi 21 octobre	862 408	10 812
Mercredi 20 octobre	861 583	10 811
Mardi 19 octobre	860 196	10 807

^{*}Office fédéral de la santé publique

<u>Passe sanitaire</u>: L'association sectorielle suisse des remontées mécaniques n'exigera pas le certificat Covid (passe sanitaire suisse) dans les stations de sport d'hiver. Cette décision se fonde notamment sur l'absence d'obligation de présenter le passe sanitaire dans les transports publics en Suisse. En réaction, le Conseil fédéral a rappelé que l'évolution de la situation sanitaire durant l'hiver pourrait entraîner des modifications relatives au régime du passe sanitaire dans les stations de sport d'hiver.

<u>Vaccins</u>: La société allemande de biotechnologie BioNTech a prolongé son partenariat de production du vaccin contre la Covid-19 avec le groupe pharmaceutique suisse Novartis. Novartis devrait continuer de sous-traiter le conditionnement du vaccin de BioNTech dans ses installations de Ljubljana en Slovénie au 1^{er} semestre 2022. L'objectif de Novartis est de conditionner environ 24 M de doses en 2022. Le site slovaque prendra le relais du site de Stein en Suisse qui effectuait depuis 2021 ces mêmes activités pour BioNTech.

Economie

<u>Conjoncture</u>: Le FMI a relevé ses prévisions de croissance de la Suisse pour 2021, anticipant une hausse du PIB de l'ordre de de 3,7 % (contre 3,5 % au printemps 2021). Les perspectives d'inflation pour 2021 s'établissent quant à elles à +0,4% (contre +0,1 % en juin).

<u>Commerce extérieur</u>: Au 3^{ème} trimestre 2021, la balance commerciale suisse des échanges de biens a enregistré un excédent d'environ 13 Mds CHF. Les exportations (63 Mds CHF) ont augmenté de +1,5 % en glissement trimestriel, les importations (50 Mds CHF) enregistrant de leur côté une hausse de +1,1 % sur la période.

Secteur financier

Régulation bancaire: L'autorité de régulation des marchés financiers, la Finma, a publié les conclusions de son enquête relative au rôle de Credit Suisse dans l'affaire dite des « tuna bonds » au Mozambique. Credit Suisse aurait accordé, via ses filiales britanniques, à deux entreprises publiques du Mozambique des crédit d'un montant total de 1 Md USD, crédits garantis par l'Etat du Mozambique. Initialement dédiés à l'achat de navires côtiers et d'une flotte pour la pêche au thon, ces crédits auraient été pour partie détournés à des fins de corruption, blanchiment de capitaux et d'escroquerie. La Finma conclut à de « graves » manquements aux exigences de transparence posées par la législation suisse en matière de lutte contre le blanchiment d'argent. Le régulateur suisse soumet les futures activités de prêts de Credit Suisse à des « pays financièrement faibles » à des conditions plus restrictives. Pour rappel, dans cette même affaire, Credit Suisse avait accepté de payer 275 M USD à l'administration américaine dans le cadre d'un accord de non-poursuite. La banque suisse devra également s'acquitter d'une amende de 200 M USD auprès des autorités de surveillance britanniques.

En parallèle, la Finma, a rendu les conclusions de son enquête sur les cas de filatures de plusieurs ex-employés de Credit Suisse entre 2006 et 2019 (dont deux anciens membres de la direction), relevant de « graves violations » du droit à la surveillance et « d'importantes lacunes dans la gouvernance d'entreprise » par la banque. La Finma conclut à la responsabilité de la banque dans la planification et l'exécution de ces filatures, qui doit désormais adopter des mesures supplémentaires dans le domaine de la sécurité et des moyens de communication, et d'élaborer un nouveau reporting interne sur la gouvernance.

<u>Fonds d'investissement:</u> Credit Suisse et le gestionnaire d'actifs américain Blackrock ont lancé un fonds d'investissement « à impact », ciblant notamment les domaines de la santé et de la nutrition.

Secteurs non financiers

Innovation: Le Conseil fédéral a annoncé qu'une enveloppe d'environ 6 Mds CHF (soit 0,9 % du PIB) serait allouée pour une durée de 7 ans au financement des projets des chercheurs suisses participant au programme d'innovation de l'Union européenne, Horizon Europe 2021-2027. Ce financement a vocation à permettre de pallier les effets du nouveau statut «d'Etat-tiers non associé» de la Suisse lors de la nouvelle édition du programme (la Suisse était auparavant pleinement associée). Ce statut signifie que les chercheurs suisses 1/ ne bénéficient pas de financements européens; 2/ ne peuvent coordonner les programmes; 3/ ne peuvent participer à certains projets dans des domaines jugés stratégiques par l'UE, notamment le spatial et le quantique. Les chercheurs suisses peuvent cependant toujours participer aux projets.

Horlogerie: En septembre 2021, les exportations horlogères de la Suisse ont crû de près de 3 % par rapport à septembre 2019 (situation pré-pandémie), à 1,9 Md CHF.

<u>Commerce d'or</u>: En réaction à une hausse significative des importations d'or depuis les Emirats arabes unis (80 tonnes depuis le début de l'année, pour 4,4 Mds CHF), le Secrétariat d'Etat à l'Economie (SECO) a demandé aux raffineries d'or en Suisse de renforcer les audits sur l'origine des flux en provenance de ce pays et de Dubaï plus particulièrement, notamment pour s'assurer que les mesures prises afin d'identifier l'origine du métal précieux soient suffisantes.

La Direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Rédacteurs :

Gilles BORDES
Mathilde HEITZ, Antoine BOCOGNANO

Pour s'abonner:

berne@dgtresor.gouv.fr

lause de non-responsabilité : le service économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure c ossible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de nformation contenue dans cette publication.